L'Humanité ne peut plus continuer de vivre à crédit !

Par ***mogirard***
Créé le ***08/12/2017 - 00:00***

Edito : L'Humanité ne peut plus continuer de vivre à crédit !

Jeudi, 07/12/2017 - 23:00 0 commentaire

- Diminuer la police
- Augmenter la police
- Imprimer
- Version PDF
-
- Tweeter
-
-

10 avis :

zoom

Comme nous l?apprend le Global Footprint Network, un organisme américain qui calcule chaque année l?empreinte écologique de l?Humanité, nous vivons à crédit depuis le 2 août dernier et nous avons déjà consommé, au cours des sept mois de cette année, toutes les ressources exploitables de notre planète. Autrement dit, alors que le « budget » de l?Humanité était encore excédentaire en 1970, nous avons à présent besoin chaque année de l?équivalent de 1,7 planète pour répondre à l?ensemble des besoins de notre espèce?

Concrètement, cette empreinte/emprise écologique trop forte de l?homme se traduit par une surexploitation des grandes ressources naturelles : eau, bois, matières premières et sources d?énergies fossiles, par une diminution rapide et très inquiétante de la biodiversité et par des émissions de gaz à effet de serre bien trop élevées, qui représentent à elles seules 60 % de cette empreinte écologique anthropique.

Ce constat implacable est confirmé par plusieurs études récentes, parmi lesquelles celle publiée en juillet dernier par trois chercheurs à la renommée internationale, Gerardo Ceballos (Université nationale autonome du Mexique), Paul Ehrlich et Rodolfo Dirzo (Université de Stanford). Leurs travaux avaient déjà

montré en 2015 que les disparitions d?espèces ont été multipliées par 100 depuis un siècle, soit un rythme sans équivalent depuis l?extinction des dinosaures il y a 66 millions d?années, ce qui autorise à parler « d?une sixième extinction de masse » dans la longue histoire de notre planète.

Dans cette nouvelle étude, ces scientifiques ont essayé de mesurer le déclin non plus du nombre d?espèces mais des populations, c?est-à-dire des groupes d?animaux sur un territoire. Ces chercheurs ont réalisé une vaste analyse, sur la moitié des espèces de vertébrés connues et ont examiné les évolutions des populations de 27 600 espèces de mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens terrestres, réparties sur les cinq continents, en utilisant la base de données de l?Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui constitue l?inventaire mondial le plus complet de l?état de conservation de la biodiversité.

Le moins que l?on puisse dire, c?est que le résultat de ces travaux est alarmant puisque ces travaux montrent que presque un tiers des espèces étudiées déclinent en termes de population et d?étendue. En 2016, la planète ne comptait que 7 000 guépards et 35 000 lions africains (? 43 % depuis 1993). Les populations d?orangs-outans de Bornéo ont chuté de 25 % ces dix dernières années, pour atteindre 80 000 individus, tandis que celles de girafes sont passées de 115 000 spécimens en 1985 à 97 000 en 2015.

Encore plus inquiétant, près de 30 % de ces espèces en déclin sont considérées comme communes. En France, le chardonneret a, par exemple, enregistré une baisse de 40 % de ses effectifs depuis dix ans. L?étude révèle également que ce déclin touche particulièrement les régions tropicales en valeur absolue (Amazonie, bassin du Congo, Asie du Sud-Est) mais affecte également les régions tempérées en valeur relative ? c?est-à-dire ramenée à la richesse de leur biodiversité. Cette étude confirme pleinement les conclusions du dernier rapport « Planète vivante », publié en octobre 2016 par le Fonds mondial pour la nature (WWF) qui estimait, pour sa part, que les populations de vertébrés avaient diminué de 58 % entre 1970 et 2012.

Soulignons également que, selon l?Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), 42 % des espèces d?invertébrés terrestres (papillons, vers de terre, etc.) et 25 % de celles d?invertébrés marins sont menacées d?extinction. Les causes de cet effondrement de la biodiversité à tous les niveaux sont principalement au nombre de cinq : réduction et dégradation de l?habitat sous l?effet de l?agriculture et de la déforestation, urbanisation galopante, surexploitation des espèces (chasse, pêche, braconnage), pollution de l?eau et des sols et changement climatique.

Le 18 octobre dernier, une autre étude réalisée par des chercheurs de l?Université Radboud, aux Pays-Bas, a montré qu?en moins de 30 ans, les populations d?insectes avaient diminué de près de 80 % en Allemagne. « Nos résultats montrent un déclin dramatique des insectes volants, de 76 % en moyenne et jusqu?à 82 % au milieu de l?été, dans les aires protégées allemandes, en seulement vingt-sept ans », précise l'étude qui souligne comme « très probable » l?existence d?un effondrement des populations d?insectes dans les mêmes proportions au niveau de l?Europe entière.

C?est dans ce contexte pour le moins préoccupant qu?a été publié le 13 novembre dernier un manifeste qui fera date. Signé par 15 364 scientifiques de 184 pays et intitulé « Second avertissement à l?Humanité » (voir texte complet), ce document prolonge celui publié en 1992, par plus de 1 700 scientifiques indépendants, dont la majorité des lauréats de prix Nobel de sciences. A l?époque, ces scientifiques alertaient solennellement l?Humanité sur la nécessité impérieuse d?inverser la tendance vers la destruction de l?environnement.

Ce manifeste de 1992 mettait déjà en avant les grandes priorités pour l?espèce humaine : diminuer de manière drastique nos émissions de gaz à effet de serre, renoncer définitivement à l?utilisation des

combustibles fossiles, stopper la déforestation et restaurer la biodiversité. Ce texte prémonitoire soulignait notamment de la façon la plus claire que « Si nous voulons éviter de grandes misères humaines, il est indispensable d?opérer un changement profond dans notre gestion de la Terre et de la vie qu?elle recèle ».

Constatant la dégradation de l?état écologique de la planète et l?accélération du changement climatique, ce nouvel appel de 2017 se veut plus pressant et demande aux citoyens ordinaires qu?ils exigent de leurs gouvernements qu?ils prennent des mesures immédiates pour inverser l?évolution catastrophique actuelle, invoquant un impératif moral vis-à-vis des générations actuelles et futures des êtres humains et des autres formes de vie.

Mais loin d?attribuer seulement aux états et acteurs économiques l?entière responsabilité de cette situation, ce manifeste pointe également les responsabilités individuelles et invite chacun à changer ses comportements et modes de vie, en adoptant une consommation soutenable et en diminuant ses modes de consommation de matière et d?énergie, qu?elles soient directes (énergies liées aux transports et au chauffage) ou indirectes (consommation excessive de viande et d?aliments issus de l?agriculture industrielle).

Pour restaurer l?état naturel très dégradé de notre planète et mettre l?économie mondiale sur la voie d?un développement à la fois plus soutenable et plus équitable, ce manifeste avance une multitude de mesures qui peuvent être ramenées à sept grandes propositions :

- privilégier la mise en place de réserves destinées à protéger une proportion significative des divers habitats terrestres, aériens et aquatiques ;

- préserver les services rendus par la nature au travers des écosystèmes en stoppant la déforestation ;

- réduire le gaspillage alimentaire par l?éducation et l?amélioration des infrastructures ;

- promouvoir une réorientation du régime alimentaire vers une nourriture d?origine essentiellement végétale ;

- promouvoir les technologies vertes et se tourner massivement vers les sources d?énergie renouvelables et supprimer les aides aux productions d?énergie utilisant des combustibles fossiles ;

- intégrer dans les prix et la valeur des biens et services leurs coûts réels pour l?environnement ;

- réduire le taux de fécondité en faisant en sorte que partout, les hommes et femmes aient accès à l?éducation et à des services de planning familial ;

- déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable et scientifiquement défendable tout en s?assurant le soutien des pays et des responsables mondiaux pour atteindre cet objectif vital.

Heureusement, face à cette situation, les initiatives locales se multiplient, comme le montre le dernier rapport de l?ONU sur le sujet (Voir rapport). Ce rapport indique, à partir de l?analyse de 150 actions dans le monde, qu?un mouvement global d?actions et d?innovations locales et régionales en faveur du climat s?amplifie sur l?ensemble de la planète. A présent, ce sont des territoires et des villes, regroupant plus d?un milliard d?habitants, qui veulent réduire de 80 % leurs émissions de gaz à effet de serre d?ici 2050. Cette étude souligne également que ce mouvement touche désormais tous les secteurs d?activités économiques : l?énergie bien sûr, mais également l?industrie, les transports et l?agriculture.

Une vaste étude publiée cet été par des chercheurs américains de l?Université de Stanford a par

ailleurs montré que la transition vers un modèle énergétique entièrement renouvelable (associant l?éolien, le solaire et l?hydraulique mais excluant le nucléaire) était possible dans 139 pays ? représentant 99 % des émissions globales de CO2 ? dès 2050.

Ces travaux montrent que cette transition est non seulement possible, sur le plan technologique et économique, mais qu?elle permettrait de réduire la demande énergétique globale de la planète d?au moins 40 % et éviterait environ 4,5 millions de décès par an liés à la pollution atmosphérique. Cette mutation énergétique globale, qui entraînerait la création de 24 millions d?emplois, permettrait également de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d?ici la fin du siècle (Voir Stanford Woods).

En France, la remarquable et rigoureuse étude prospective réalisée en début d?année par l?association « Negawatt » et considérée comme réaliste par le Syndicat Nationale des Energies Renouvelables, montre qu?il est tout à fait possible de se passer entièrement des énergies fossiles d?ici 2050, à condition toutefois de ne pas miser uniquement sur le développement massif des énergies renouvelables et de parvenir à réduire de moitié notre consommation finale d?énergie, en actionnant ces deux leviers que sont les comportements individuels et une meilleure efficacité énergétique globale de notre économie et de notre société.

S?agissant de la lutte contre la déforestation et la transition agricole, les travaux du Forest Climate Anaytics ont montré que, depuis 20 ans, les efforts de reboisement massif en Inde et en Chine ont permis de retirer de l?atmosphère plus de 12 milliards de tonnes de CO2 de l?atmosphère, tout en en freinant le processus de désertification. Par ailleurs, une étude du Wood Hole Research Center vient de montrer que le simple arrêt de la déforestation permettrait de piéger au moins 100 milliards de tonnes de CO2 d?ici la fin du siècle, et contribuerait ainsi pour un quart à l?effort global de réduction des émissions de GES nécessaire pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5 degré.

Dans ce domaine crucial, mais encore trop sous-estimé concernant le levier agricole et forestier de lutte contre le changement climatique, il faut souligner les remarquables avancées du « Défi de Bonn », lancé en 2011 par l?Allemagne et l?UICN. Cette initiative s?est donnée pour objectif de restaurer 150 millions d?hectares de terres dégradées et déboisées d?ici à 2020, et 350 millions d?hectares d?ici à 2030.

Il y a quelques jours, l?UICN a annoncé que la barre des 113 millions d?hectares restaurés était atteinte, ce qui montre que les objectifs de 2020 et 2030 sont réalistes et peuvent même être dépassés. Rappelons que, selon les travaux de l?UICN, la réalisation de cet objectif de 350 millions d?hectares pourrait générer 170 milliards de dollars par an en bénéfices nets, grâce à l?amélioration des rendements agricoles et des produits forestiers, et permettrait de surcroît de stocker jusqu?à 1,7 gigatonne de CO2 équivalent par an, soit trois fois les émissions annuelles de CO2 de la France?

Ce que montre de manière saisissante l?ensemble de ces études et travaux, c?est qu?on ne peut pas séparer les quatre grands éléments qui constituent le cadre de la mutation de société que nous devons entreprendre : lutte contre le changement climatique, protection de l?environnement et restauration de la biodiversité, lutte contre la pollution, et transition vers une agriculture raisonnée et écologique.

Ces actions et ces objectifs politiques n?ont de sens que pensés et entrepris en synergie et en cohérence, dans la perspective d?un projet global de mutation économique et sociale qui mettra toutes les nouvelles ressources des technologies numériques, des biotechnologiques et de la nano-ingénierie au service d?une optimisation de l?efficacité énergétique et de la création de richesses à haute valeur ajoutée cognitive, qui auront l?environnement et la nature à la fois comme moteur et comme principal gisement. Cette nouvelle économie que l?on pourrait appeler « rétroculaire » devra aller plus loin que le simple recyclage et être organisée pour restituer, in fine, à la Nature, des flux de matière et d?énergie

entièrement écocompatibles, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Il n?est plus temps de croire que nous pouvons encore négocier avec la Nature et continuer à poursuivre un modèle de développement basé sur l?exploitation infinie de ressources qui, elles, sont en quantités finies. Avant d?être confrontés à des réactions massives des populations, qui sont de plus en plus conscientes de ces dégradations naturelles et environnementales et à la colère des opinions publiques, dont l?accès à l?information via Internet démultiplie à présent l?influence et le pouvoir, les responsables politiques, à tous les niveaux de nos sociétés, doivent rapidement prendre enfin toute la mesure des défis écologiques, économiques et sociétaux que nous devons affronter pour éviter à l?Humanité des souffrances incommensurables et réconcilier dans un nouveau pacte de respect mutuel, l?espèce humaine et la planète.

René TRÉGOUËT

Sénateur honoraire

Fondateur du Groupe de Prospective du Sénat

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- Tweeter
-

- **Nombre de consultations :** 620
- **Publié dans :** Terre Sciences de la Terre, Environnement et Climat
- **Partager :**
  - Facebook
  - Viadeo
  - Twitter
  - Wikio

Terre agricultures aliments animaux avenir bâtiments biodiversité biomasse carbone changement Climat CO2 connaissance crédit déforestation écologie économie effet de serre Energie environnement éolien espèce forêts fossiles gaz gisement humains humanité immeubles industrie information insectes matière mutation Nature opinions planète population régions responsable SCIENCE solaire technologie température Terre terres territoires Transition transports vertébrés villes

---

URL source: https://www.rtflash.fr/l-humanite-ne-peut-plus-continuer-vivre-credit/article